



## Wall Street renflouée par le gouvernement des Etats-Unis

Par [Barry Grey](#)

Mondialisation.ca, 25 septembre 2008

[WSWS](#) 25 septembre 2008

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

Vendredi, l'administration Bush a annoncé un programme fédéral massif et sans précédent de sauvetage du système bancaire américain. Vendredi matin, le secrétaire au Trésor Henry Paulson et le président Bush ont annoncé une série de mesures pour empêcher l'effondrement des marchés financiers et ont demandé au Congrès de voter une loi la semaine suivante afin d'utiliser, dans les mots de Paulson, « des centaines de milliards » de dollars des contribuables dans le but de racheter des titres adossés à des créances hypothécaires pratiquement sans valeur qui ne peuvent être vendus par les banques ou d'autres institutions financières sur le marché.

Paulson a déclaré qu'il rencontrerait au cours du week-end les leaders du Congrès pour présenter les détails du plan gouvernemental.

Dans ce plan, le coût total des immenses dettes accumulées par les banques sera refilé au peuple américain. Les dettes des banques seront transférées au gouvernement fédéral, augmentant ainsi de façon importante le déficit budgétaire du gouvernement et la dette des Etats-Unis. Ce processus ne peut qu'éroder davantage la solvabilité des Etats-Unis et remettre en question la valeur du dollar américain.

Au cours de la semaine dernière seulement, le Trésor américain a annoncé des injections de 200 milliards \$ pour la Réserve fédérale afin de tenter de rétablir le bilan financier de la banque centrale, qui a déjà dépensé des centaines de milliards en prêts et subventions aux grandes banques de Wall Street et un autre 85 milliards \$ pour l'acquisition du géant de l'assurance American International Group.

Les candidats à la présidence des deux principaux partis, le sénateur républicain John McCain et le sénateur démocrate Barack Obama, ont rapidement exprimé leur appui au sauvetage complet des banques et des grands investisseurs, et des congressistes démocrates en vue ont promis qu'ils allaient obéir aux demandes de Paulson, du président de la Réserve fédérale Ben Bernanke et de Bush, et allaient voter la loi nécessaire avant la fin de la semaine suivante.

Le ralliement immédiat des deux partis et des médias derrière le plan de sauvetage de Wall Street contraste vivement avec leur indifférence et leur inaction devant les problèmes de millions de travailleurs américains qui font face à une vague de reprises de maisons, des mises à pied et d'attaques sur leurs conditions de vie. Lorsqu'il est question des besoins sociaux de la population, la réaction universelle de la bourgeoisie américaine et des deux partis est : « Nous n'avons pas assez d'argent », mais lorsque les fortunes de l'élite

financière sont menacées, tout le pouvoir du gouvernement et des ressources illimitées sont déployés en un instant.

Aucune mention d'aide à la classe ouvrière n'a été faite dans les déclarations de Bush et Paulson, rien pour stopper les forclusions ou aider ceux qui ont déjà perdu leur maison. Plutôt, des centaines de milliards, et plus probablement des billions, de dollars de fonds publics seront utilisés pour soutenir les banques.

La banqueroute du gouvernement qui en résultera sera utilisée pour justifier une violente attaque sur ce qui reste des programmes sociaux, y compris Medicaid, Medicare et l'aide sociale, et pour exiger des travailleurs d'autres « sacrifices » financiers encore plus grands, peu importe qui dirigera la prochaine administration, Obama ou McCain. Rien ne pourrait démontrer plus clairement que derrière la façade de la démocratie américaine se trouve la dictature de la grande entreprise.

Paulson a fait son annonce à la suite d'une réunion jeudi soir à laquelle assistaient Bernanke, le président de la *Securities and Exchange Commission* Christopher Cox et des leaders congressistes des deux partis. À la réunion, Paulson a mis en garde que le système financier américain et mondial était au bord de l'effondrement et il a présenté en termes généraux le plan visant à établir une certaine forme d'agence gouvernementale qui retirerait les titres « non liquides » adossés à des créances hypothécaires des bilans des banques.

Des nouvelles de ce plan ont d'abord été rapportées dans l'après-midi de jeudi, lorsqu'une injection massive de liquidités par la Réserve fédérale et des banques centrales en Europe, au Canada et au Japon n'a pas réussi à faire débloquer les marchés du crédit qui s'étaient effondrés au cours des jours précédents. La Fed a émis 180 milliards \$ en prêts aux autres banques centrales et a rajouté par la suite 120 milliards \$ de plus dans le but d'inciter les banques à se prêter entre elles et à d'autres compagnies, dans des conditions où la confiance dans les marchés financiers et les grandes institutions était si basse que les marchés du crédit avaient cessé de fonctionner. Mais plutôt que de prêter cet argent neuf à d'autres compagnies, les grandes banques se le réservaient pour se protéger elles-mêmes.

L'effondrement du système capitaliste mondial, que l'on considère largement comme la pire crise depuis le krach boursier de 1929 et qui nous mènerait vers une autre Grande Dépression, est survenu dans la foulée de l'acquisition par le gouvernement des Etats-Unis des géants du refinancement hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac, l'effondrement la semaine dernière des emblèmes de Wall Street qu'étaient Lehman Brothers et Merrill Lynch, et l'acquisition mardi d'American International Group.

Suite à ces développements, d'autres grandes banques américaines ont éprouvé de graves problèmes et étaient au bord de la faillite, y compris la banque d'investissement Morgan Stanley et le géant du prêt et de l'épargne Washington Mutual. Tous deux étaient frénétiquement à la poursuite d'acheteurs alors que les prix de leurs actions chutaient. L'effet domino de la chute des banques menaçait ainsi la plus importante banque d'investissement américaine, Goldman Sachs, dirigée par Paulson avant que celui-ci ne devienne secrétaire au Trésor, dont l'action avait subi d'énormes pertes au cours de la semaine.

La crise a atteint un point limite mardi et mercredi lorsque d'importants fonds monétaires américains ont annoncé des pertes et d'autres ont été forcés de fermer. Cela déclencha un

retrait massif de ces fonds, alors que les plus grands fonds perdirent 78,7 milliards \$ mercredi et, selon une évaluation de l'industrie, un total de 145,3 milliards \$ en deux jours.

Les fonds du marché monétaire sont considérés comme étant les formes les plus sûres d'investissement et l'épargne de dizaines de millions d'Américains y est investie. Plus directement, du point de vue de Wall Street, ces fonds injectent de l'argent dans les marchés du crédit en achetant des reconnaissances de dette à court terme émises par les banques et les compagnies, appelées « papier commercial ». L'intensification de la crise des fonds du marché monétaire menaçait d'entraîner l'effondrement du marché du papier commercial, précipitant une réaction en chaîne de défauts de paiement et de faillites à travers l'économie.

« C'est le cauchemar ultime que d'avoir une crise sur les marchés monétaires — c'est vraiment l'Armageddon — et ils ne vont pas laisser cela se produire », a dit Paul McCulley de Pacific Investment Management Co.

L'indice Dow Jones industriel avait déjà perdu 800 points dans les trois premières journées boursières de la semaine et, jeudi après-midi, la reprise stimulée par l'action coordonnée de la Réserve fédérale et d'autres banques centrales ce matin-là redevenait incertaine. Vers trois heures de l'après-midi, des nouvelles arrivèrent concernant le plan du gouvernement de sauver les banques. Le plancher de la Bourse de New York éclata d'applaudissements et le marché s'est immédiatement renversé en montant en flèche dans une frénésie d'achats.

Dans la dernière heure des échanges, l'indice Dow Jones industriel a regagné la plupart de ses 449 points perdus mercredi, grimpant de 410,03 points, constituant le plus haut gain de pourcentage en presque six ans. De son bas niveau du milieu de la journée jusqu'à son sommet de la fin de l'après-midi, le Dow Jones avait repris 617 points.

Les plus grands gagnants furent les valeurs financières, incluant Morgan Stanley et Washington Mutual, qui passèrent de grandes pertes à d'importants gains.

Le vendredi matin, le gouvernement a annoncé une série de mesures immédiates pour sauver les marchés, incluant une interdiction temporaire sur les « short selling » (qui sont une mise sur des baisses de prix) de valeurs financières et un programme de 50 milliards du gouvernement pour assurer les fonds du marché monétaire. Le département du Trésor a aussi annoncé que Fannie Mae et Freddie Mac, maintenant étatisés, achèteraient plus de titres de placement adossés à des prêts hypothécaires et que le Trésor achèterait directement un grand nombre de tels actifs. La Fed a aussi annoncé qu'elle prolongerait ses prêts à faibles coûts aux banques afin de dégeler le marché des papiers commerciaux.

Ces actions et les déclarations de Paulson et Bush ont déclenché une orgie d'achats sur les marchés boursiers, le Dow Jones fermant en hausse de 368,75 pour la journée.

Dans sa déclaration, Paulson a dit que des mesures « exhaustives » étaient nécessaires « pour aller à la racine des tensions de notre système financier. Les faiblesses sous-jacentes de notre système financier aujourd'hui sont les actifs hypothécaires non liquides qui ont perdu de la valeur au cours de la correction hypothécaire. »

C'est un mensonge. La cause véritable de la crise est le parasitisme débridé du capitalisme américain qui a, pendant des décennies, démantelé d'énormes sections de l'industrie dans le but d'amasser de grands profits pour les riches par des moyens de spéculation financière

et de fraude, basés sur l'établissement d'une dette colossale. La facture est maintenant refilée au peuple américain.

Bush, flanqué de Paulson, Bernanke et Cox, a appelé à un sauvetage par le gouvernement de Wall Street au nom de « notre système de la libre entreprise ».

« Il y aura beaucoup d'occasions pour débattre des origines de ce problème », a-t-il dit. « Maintenant, c'est le temps de le résoudre. »

Il n'y aura, en fait, aucun débat ou discussion. Personne ne sera tenu responsable du plus grand scandale financier de l'histoire mondiale. Il n'y aura pas de pénalités. De tous ceux qui ont engrangé des dizaines et des centaines de millions de dollars en pillant les Etats-Unis, pas un ne sera forcé de redonner un cent.

Toutes les ressources financières des Etats-Unis sont mises à la disposition de Wall Street et chaque citoyen américain, sans qu'on ne le lui demande, se voit donner la responsabilité de prendre sur lui les dettes des gens les plus riches du pays.

Certainement, aucun débat ou résistance ne viendra de la supposée opposition politique — le Parti démocrate. Vendredi à Miami, Obama a affirmé qu'il soutenait pleinement le plan de sauvetage. « John McCain et moi pouvons continuer d'argumenter sur nos différents programmes économiques pour l'année prochaine, mais nous devons nous unir maintenant pour travailler sur ce que ce pays a urgemment besoin », a-t-il déclaré.

Obama n'est pas moins lié à Wall Street que son opposant républicain. En fait, il a reçu plus d'argent de l'industrie financière pour sa campagne — 22,5 millions de dollars — que McCain, qui a reçu 19,6 millions.

Les leaders démocrates au Congrès se sont rangés vendredi du côté du plan de l'administration. Le sénateur de New York, Charles Schumer, président de la commission économique mixte, a dit qu'il était optimiste que le Congrès approuve le plan d'ici une semaine.

Barney Frank, un démocrate du Massachusetts et président de la commission des Finances de la Chambre des représentants, a dit que son comité pourrait tenir un vote sur le plan aussi tôt que mercredi. « Ils ont dit qu'ils aimeraient avoir une loi pour le faire et pratiquement tous étaient d'accord pour une telle loi », a dit Frank.

La représentante Nancy Pelosi, la speaker démocrate de la Chambre des représentants, a ajouté : « Nous espérons agir très rapidement. Le temps est crucial. »

Tous ceux qui sont impliqués dans la mise en branle de ce plan pour diriger toute la richesse du pays dans les coffres de l'élite financière ont des intérêts financiers directs dans le résultat. Paulson a fait des centaines de millions de dollars en tant que président de Goldman Sachs. Pelosi aurait des investissements majeurs dans American International Group. Plusieurs des leaders au Congrès, qu'ils viennent d'un parti ou de l'autre, sont eux-mêmes multimillionnaires et comptent sur l'aide financière de la grande entreprise pour être élus. Ils sont tous dirigés par des intérêts personnels qui reflètent les intérêts de la classe dirigeante américaine.

Le résultat des actions du gouvernement jeudi et vendredi a été non seulement de renflouer les dettes des super riches, mais de faire croître leurs portefeuilles d'action et leurs comptes

bancaires par la flambée du prix des actions.

Article original anglais, WSWW, paru le 20 septembre 2008.

*Copyright WSWW.*

La source originale de cet article est [WSWW](#)

Copyright © [Barry Grey](#), [WSWW](#), 2008

---

Articles Par : [Barry Grey](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)